

# Vers la fin de vingt ans de guerre contre le terrorisme ?

**Élie Tenenbaum**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/3 Automne** , PAGES 137 À 147  
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**ISSN 0032-342X**

**ISBN 9791037303103**

**DOI 10.3917/pe.213.0137**

**Date de mise en ligne : 10/09/2021**

**Article disponible en ligne à l'adresse**

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-3-page-137?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

page 135 repères





## Vers la fin de vingt ans de guerre contre le terrorisme ?

Par **Élie Tenenbaum**

**Élie Tenenbaum** est directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales. Il vient de publier, avec Marc Hecker, *La Guerre de vingt ans – Djihadisme et contre-terrorisme au XXI<sup>e</sup> siècle* (Paris, Robert Laffont, 2021).

Vingt ans après le 11 Septembre, le bilan de la « guerre contre le terrorisme » est contrasté : lourd coût financier et humain, affaiblissement des « centrales » mais diffusion des implantations, fatigue des guerres sans fin... Les puissances occidentales n'ont jamais pu traiter les problèmes politiques qui survivaient à leurs succès militaires. Une nouvelle hiérarchie des défis sécuritaires semble devoir remettre le terrorisme à sa juste place : un problème stratégique parmi de nombreux autres.

**politique** étrangère

« L'objectif était clair et la cause était juste<sup>1</sup>. » C'est en ces termes que le président des États-Unis Joe Biden qualifiait, le 14 avril 2021, la guerre entreprise près de vingt ans auparavant par l'un de ses prédécesseurs, George W. Bush, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. En dépit de cette clarté de l'objectif, de cette justesse de la cause, c'est pourtant pour annoncer un retrait bien amer, aux allures mêmes de défaite, que le président nouvellement élu prenait la parole ce jour-là : « Je suis le quatrième président américain à commander des troupes américaines en Afghanistan [...] je ne passerai pas cette responsabilité à un cinquième. [...] Il est temps de mettre fin à la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis. »

Au cours des mois qui suivent, le retrait effectif des forces armées américaines – dont le terme est initialement fixé à la date éminemment symbolique du 11 septembre 2021 – s'accompagne d'un véritable effondrement du gouvernement afghan, porté à bout de bras deux décennies durant

1. « Remarks by President Biden on the Way Forward in Afghanistan », Maison-Blanche, 14 avril 2021

par Washington et la communauté internationale, ainsi que d'un raz-de-marée taliban, ce mouvement même qui semblait avoir été défait sans appel à la fin 2001 par l'opération Enduring Freedom. Entre la veille du discours de Joe Biden, le 14 avril, et le milieu du mois de juillet, le nombre de districts effectivement contrôlés par les talibans passe de 77 à 222, soit près de 60 % du territoire. L'insurrection exerce également une influence déterminante dans 112 autres districts, n'en laissant qu'un faible nombre (73) aux mains d'un gouvernement exsangue, ne tenant plus que les grandes villes du pays<sup>2</sup>.

Par-delà le seul théâtre afghan, c'est en fait l'ensemble de la campagne de « guerre mondiale contre la terreur » initiée en 2001 qui semble aujourd'hui sur le point de prendre un tournant décisif. La bascule américaine de l'effort stratégique vers l'Asie orientale et le Pacifique, annoncée depuis près de dix ans, paraît aujourd'hui bel et bien amorcée. En Irak et en Syrie, les moyens du contre-terrorisme n'ont cessé de se contracter, tandis qu'au Sahel, où la France portait la charge de coordonner les efforts internationaux face aux groupes djihadistes, le président Emmanuel Macron a lui aussi annoncé la fin programmée d'une opération Barkhane qui durait depuis plus de huit ans<sup>3</sup>. Ailleurs, alors que la mouvance djihadiste internationale semble à nouveau marquer des points – au Mozambique ou en République démocratique du Congo –, l'appétence de la communauté internationale pour intervenir demeure pour le moins discrète, sinon pusillanime.

La fin des grands déploiements militaires qui ont marqué le premier quart du XXI<sup>e</sup> siècle mérite que l'on s'y attarde. Alors que le monde s'apprête à commémorer le vingtième anniversaire du 11 Septembre, l'heure semble plus que jamais venue du droit d'inventaire, du bilan, mais aussi de tirer les enseignements de deux décennies passées à lutter « quoi qu'il en coûte » contre le terrorisme.

### Un bilan peu flatteur

Le coût exorbitant de la guerre contre le terrorisme est un facteur essentiel pour comprendre la volonté de ses principaux protagonistes du camp occidental d'y mettre fin. S'il demeure très difficile d'évaluer avec précision ce coût sur des années de guerre à l'échelle de la planète, quelques outils permettent néanmoins de dégager des ordres de grandeur. Sur le

2. B. Roggio, « Mapping Taliban Contested and Controlled Districts in Afghanistan », *FDD's Long War Journal*, 15 juillet 2021.

3. « "Barkhane au Mali" : la fin des illusions », *Le Monde*, 11 juin 2021.

plan financier et budgétaire, par exemple, le projet *Costs of War* de l'université Brown est parvenu à la somme de 6 400 milliards de dollars de coûts directs pour les États-Unis entre 2001 et 2019<sup>4</sup>. Ce chiffre impressionnant – deux fois et demie le produit intérieur brut (PIB) annuel de la France – se répartit en 2 000 milliards de dépenses militaires, 1 000 milliards au profit de la sécurité intérieure et au moins autant en frais médicaux et pensions d'invalidité... Seule une petite portion de cette somme (quelques centaines de milliards) est allée aux efforts diplomatiques et à une aide au développement fléchée pour la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation.

Le cas américain est certes exceptionnel, tant du fait du rôle unique joué par les États-Unis dans cette guerre que des moyens financiers sans commune mesure dont dispose Washington. Avec des ressources plus limitées, les coûts pour la France sont aussi plus modestes. Un rapport de la Cour des comptes a ainsi évalué à environ 10 milliards d'euros les sommes dépensées entre 2015 et 2019 pour la lutte contre le terrorisme, soit l'équivalent du budget annuel de la ville de Paris<sup>5</sup>. Même si les périmètres ne sont pas exactement comparables, et si la période est plus courte, on retrouve là une répartition proche de celle des États-Unis, avec les opérations militaires en tête (au Levant, dans la bande sahélo-saharienne, ainsi que sur le territoire national avec Sentinelle) pour près de 6 milliards d'euros, suivies des services de renseignement qui ont bénéficié d'une rallonge de 3 milliards au titre de la lutte contre le terrorisme à compter de 2017. Enfin, les différents plans de lutte antiterroriste impliquant les ministères de l'Intérieur et de la Justice, ainsi que diverses aides à la société civile, tournaient pour cette période autour d'un milliard d'euros.

Concernant le bilan humain, les calculs sont tout aussi compliqués et sujets à caution. Le projet *Costs of War* estime à plus de 800 000 le nombre de morts dans les « guerres américaines » contre le terrorisme entre 2001 et 2019<sup>6</sup>. Ce chiffre se limite cependant aux théâtres d'opérations américains : Irak, Afghanistan, Pakistan ou Yémen, sans prendre en compte des champs de bataille aussi meurtriers que le Nigeria, qui dénombre plus de 30 000 morts depuis le début de l'insurrection de Boko Haram en 2009, ou encore la Somalie, où environ 45 000 personnes ont perdu la vie dans

4. N. C. Crawford, « United States Budgetary Costs and Obligations of Post-9/11 Wars through FY2020: \$6.4 Trillion », *Costs of War*, Watson Institute, Brown University, 13 novembre 2019.

5. « Les moyens de la lutte contre le terrorisme. Exercices 2015-2019 », Cour des comptes, mai 2020.

6. N. C. Crawford, C. Lutz, « Human Cost of Post-9/11 Wars », *Costs of War*, Watson Institute, Brown University, 13 novembre 2019.

des combats depuis l'avènement des Shebab<sup>7</sup>. Enfin reste posée la question insoluble de la part attribuable au djihadisme, et surtout à la lutte contre ce dernier, dans le demi-million de morts en Syrie depuis 2011, ou encore des quelque 250 000 victimes du conflit yéménite depuis 2014<sup>8</sup>.

Dans l'ensemble, une hypothèse supérieure au million de morts pour l'ensemble de la guerre de vingt ans semble réaliste. Dans ce décompte macabre, une écrasante majorité des décès appartient au monde dit

### Le concept de victoire appliqué au terrorisme est hasardeux

« musulman », principale victime et champ de bataille d'une guerre qui n'a finalement touché l'Occident que marginalement. Le terrorisme *stricto sensu* (attentats à la bombe, assassinats ciblés, etc.) ne serait d'ailleurs responsable que d'une partie assez limitée des victimes – 150 000 morts tout de même<sup>9</sup> –, la majorité étant due à des combats au sol, des massacres ou des bombardements aériens.

Au regard d'un tel coût, quels résultats faire valoir ? Le concept de victoire, appliqué à une notion aussi floue que la guerre contre le terrorisme, est bien hasardeux<sup>10</sup>. Il est en revanche possible de raisonner en termes de succès ou d'échec des uns et des autres, au regard des objectifs fixés. Or, ceux-ci n'étaient nullement symétriques. Ainsi, le but affiché de la mouvance djihadiste a été répété à l'envi depuis les déclarations d'Oussama Ben Laden dans les années 1990 : chasser par la force « les Juifs et les Croisés » de la terre d'Islam – et tout particulièrement de ses Lieux saints – ; mettre à bas les « régimes apostats » qui sont leurs alliés ; et établir sur le monde musulman un gouvernement théocratique en accord avec les préceptes de la loi islamique. En 2005, Al-Qaïda avait même élaboré un plan stratégique en sept étapes visant à proclamer d'ici à 2022 la victoire définitive d'un califat triomphant sur les mécréants<sup>11</sup>.

À première vue, il est difficile de déceler la moindre trace de succès dans la réalisation de ces objectifs. « L'ennemi proche », à savoir les régimes laïques ou même islamistes modérés, est toujours en place, de

7. Calcul réalisé à partir des données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), au 15 janvier 2021.

8. « UN Humanitarian Office Puts Yemen War Dead at 233,000, Mostly from Indirect Causes », *UN News*, 1<sup>er</sup> décembre 2020.

9. Calcul réalisé à partir de la *Global Terrorism Database* de l'université du Maryland, au 31 décembre 2019.

10. G. Minassian, *Les sentiers de la victoire. Peut-on encore gagner une guerre ?*, Paris, Passés Composés, 2020.

11. Cité dans Y. Musharbash, « The Future of Terrorism: What al-Qaida Really Wants », *Der Spiegel*, 12 août 2005.

l'Arabie Saoudite au Maroc et du Pakistan au Nigeria. Si des proto-États djihadistes ont pu ponctuellement émerger en Somalie, dans le Borno nigérian, au Nord-Mali ou en zone syro-irakienne, ils ne sont jamais parvenus à se maintenir au-delà de quelques années, sous la pression militaire d'une partie de la communauté internationale. Le retrait américain pourrait ouvrir la voie à une telle perspective en Afghanistan, mais ce retrait n'est théoriquement entrepris qu'à la condition que les talibans s'engagent à ne plus héberger de groupes internationaux, et donc renoncent au djihad transnational. L'avenir dira si les mollahs respectent leur parole – dans les grandes lignes – ou, en cas de reconstitution d'un sanctuaire djihadiste, si l'Amérique pourra leur rappeler leurs engagements de façon crédible.

Il serait toutefois bien décevant, au regard des moyens mis en œuvre et des efforts consentis par les Occidentaux, que l'absence de victoire des djihadistes constitue le seul succès du contre-terrorisme. Le 20 septembre 2001, George W. Bush avait affiché devant le Congrès une ambition nettement supérieure : « Notre guerre contre la terreur [...] ne s'achèvera que lorsque tous les groupes terroristes ayant une portée mondiale auront été arrêtés et défaits. » À ne considérer que la structure centrale d'Al-Qaïda ou de Daech, le succès du contre-terrorisme semble, sinon total, du moins probant. La destruction systématique des sanctuaires territoriaux, la traque inlassable des réseaux clandestins par les services spéciaux, ainsi que la lutte contre le financement du terrorisme, ont radicalement contraint l'action des djihadistes. Ces derniers ont été placés dans une situation d'insécurité permanente et forcés à consacrer une part conséquente de leurs ressources à la seule survie.

Si, à défaut de défaite totale, l'affaiblissement des organes centraux des organisations djihadistes semble indiscutable, il existe en revanche un vrai débat sur le degré de réalisation de l'objectif initial. Le sens à donner à la notion de « portée mondiale » des groupes ciblés fait notamment l'objet de vives discussions entre experts. Fin 2018, un des principaux *think tanks* américains, le Center for Strategic and International Studies, a publié un rapport sur l'évolution globale de la menace terroriste : il comptabilisait alors entre 100 000 et 230 000 djihadistes dans le monde, répartis en une soixantaine d'organisations, soit deux à trois fois plus qu'en 2001<sup>12</sup>. Ces chiffres ont suscité des réactions contrastées, d'aucuns accusant les auteurs de l'étude d'exagérer la menace en y incluant des

12. S. G. Jones, C. Vallee, D. Newlee, N. Harrington, C. Sharb, H. Byrne, *The Evolution of the Salafi-Jihadist Threat: Current and Future Challenges from the Islamic State, Al-Qaeda, and Other Groups*, Center for Strategic and International Studies, novembre 2018.

groupes aux objectifs locaux comme Ahrar al-Cham ou les talibans<sup>13</sup>. Vingt ans après le début des hostilités, on continue à se demander qui, précisément, est l'ennemi.

### Les apories de la grande stratégie

Après vingt années d'opérations militaires antiterroristes, il ne fait aucun doute qu'une certaine lassitude s'est emparée des principaux acteurs internationaux de ce qui avait pourtant d'emblée été présenté comme une « longue guerre<sup>14</sup> ». Il en va tout autrement des acteurs locaux, condamnés à prendre part à ces conflits auxquels ils ne peuvent tourner le dos, et qu'ils n'ont d'ailleurs jamais perçus en termes de terrorisme ou de contre-terrorisme mais bien de lutte pour la gouvernance de territoires et de populations donnés. Si la « guerre contre la terreur » a été un paradigme dominant chez les Occidentaux des années 2000 et 2010, elle a aussi constitué un argumentaire tout trouvé pour des acteurs locaux soucieux de bénéficier des largesses accordées à ceux qui savaient s'insérer dans le cadre de la grande stratégie américaine.

Ce découplage entre la mise en récit occidentale d'une lutte mondiale et sans merci contre l'hydre djihadiste – pudiquement rebaptisée « extrémisme violent » dans les années Obama<sup>15</sup> – et des réalités locales marquées par le pragmatisme des alliances et la fatalité des rapports de force est pour beaucoup dans l'essoufflement d'une campagne qui a toujours peiné à trouver son rythme. Certes, dans les premières années post-11 Septembre, l'effort considérable en matière de renseignement (collecte, analyse) et d'action (forces spéciales, drones) a permis d'exercer une pression dirimante sur les grandes centrales terroristes telles qu'Al-Qaïda, et de démanteler efficacement les réseaux clandestins les plus menaçants. Ces résultats furent parfois obtenus au prix de sérieux renoncements éthiques (sites clandestins, torture, programmes de surveillance étendus), qui entamèrent le capital politique des États-Unis, lesquels ne pouvaient dès lors plus aussi aisément prétendre au titre d'« *hegemon* bienveillant<sup>16</sup> » que dans les années 1990. D'autant que l'efficacité opérationnelle a vite vu ses rendements diminuer. La stratégie djihadiste de décentralisation vers des fronts secondaires avec la mise en place de filiales d'une part, et

13. S. Heller, « Rightsizing the Transnational Threat », International Crisis Group, 12 décembre 2018.

14. G. W. Bush, « Our Own Generation Is in a Long War Against a Determined Enemy », Discours sur l'état de l'Union, janvier 2006.

15. M. Kandel, « Obama face au terrorisme : chronique d'un échec ? », *Potomac Paper*, n° 28, Ifri, septembre 2016.

16. C. Layne, « The Unipolar Illusion Revisited: The Coming End of the United State's Unipolar Moment », *International Security*, vol. 31, n° 2, 1996, p. 7-41.

la dématérialisation avec l'appel à un « djihad individuel<sup>17</sup> » en partie réalisable grâce aux nouvelles technologies du web d'autre part, ont permis de contourner l'appareil contre-terroriste mit sur pied au prix fort.

Par ailleurs, les interventions militaires menées au nom de la lutte contre le terrorisme ont eu pour effet « d'attirer au sol » les Occidentaux et de les y enfermer dans des « guerres sans fin », en appui à des États clients au fonctionnement déficient. En Afghanistan, comme en Irak et même au Sahel, les interventions initiales furent couronnées de succès, produisant peu ou prou les résultats escomptés. Mais dans chaque cas les puissances occidentales ont éprouvé de graves difficultés à mettre en œuvre la phase ultérieure de « stabilisation » supposée assurer une transition vers un nouveau *statu quo* politique, à la fois durable et satisfaisant.

## Les Occidentaux n'ont jamais pu « stabiliser » les sociétés après leurs succès militaires

La limitation des objectifs des interventions à la seule lutte contre le terrorisme – laquelle, on l'a dit, n'a jamais été perçue comme une fin en soi par les locaux – a considérablement handicapé les Occidentaux dans leur capacité à promouvoir dans ces pays un pacte social susceptible d'emporter l'assentiment des populations. Elle a, au contraire, favorisé le détournement de la cause antiterroriste par des élites peu scrupuleuses qui ont bien souvent entretenu – par intérêt de rente sécuritaire, ou au contraire par simple désintérêt pour la question – les conditions mêmes d'émergence et de succès du djihadisme.

À l'asymétrie des objectifs entre acteurs internationaux et acteurs locaux vient s'ajouter « l'asymétrie des volontés<sup>18</sup> », bien connue des stratégies de la guerre irrégulière : à l'exception de quelques brefs moments après le 11 Septembre, ni l'Amérique ni ses alliés n'ont jamais cru que le terrorisme pouvait réellement menacer leurs intérêts vitaux. La guerre contre le terrorisme est donc demeurée dans leur perspective une guerre limitée, ne pouvant justifier que des sacrifices eux aussi limités, ce qui n'était évidemment pas le cas pour des acteurs locaux, et tout particulièrement les djihadistes eux-mêmes, qui jouaient bien leur survie.

Cet écart n'a fait que s'accroître avec les atterroissements d'une communauté internationale qui tantôt fixait à ses partenaires des standards politiques inatteignables (démocratisation, modernisation économique,

17. Voir l'analyse caractéristique qu'en fait B. Lia, *Architect of Global Jihad: The Life of Al-Qaida Strategist Abu Mus'ab Al-Suri*, New York, Columbia University Press, 2008.

18. S. Metz, « La guerre asymétrique et l'avenir de l'Occident », *Politique étrangère*, vol. 68, n° 1, 2003.

réforme du secteur de sécurité), tantôt se désintéressait des aspects les plus évidents de la gouvernance locale pour se concentrer sur le seul bilan antiterroriste, n'hésitant pas à recourir à des expédients parfois pires que le mal (soutien à des « seigneurs de guerre » ou à des milices tribales). Ces errements n'ont pu être corrigés que ponctuellement, au gré de campagnes de contre-insurrection excessivement coûteuses en hommes et en finances. Elles se sont vite révélées intenables dans la durée, aussi bien en Afghanistan qu'en Irak – les deux principaux théâtres où cette approche a été tentée –, et ont contribué à épuiser les ressources et la volonté politique des acteurs internationaux.

### Une bascule d'effort stratégique

La lassitude de guerre (*war weariness*, disent les Anglo-saxons) n'est pas la seule explication du reflux de la guerre globale contre le terrorisme. L'autre raison est la montée en puissance de nouveaux défis, qui prennent le pas sur ce dernier dans l'ordre des priorités. Certains sont d'ordre stratégique : c'est notamment le cas de la montée en puissance continue de la Chine, parvenue en l'espace de vingt ans à se hisser au rang de *challenger* crédible de la suprématie géopolitique américaine. Tandis qu'à Pékin le Parti communiste ne cache plus ses velléités de s'affirmer comme une puissance mondiale de premier rang à l'horizon 2049<sup>19</sup>, à Washington, Républicains et Démocrates s'accordent sur la nécessité de s'opposer fermement à une ascension chinoise qui s'est réalisée en miroir de l'enlèvement occidental dans les guerres contre le terrorisme<sup>20</sup>. Quelques semaines seulement après les attentats du 11 septembre 2001, la Chine faisait son entrée l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pendant les vingt ans qui ont suivi, alors que les États-Unis consacraient des moyens sans fin à la lutte contre le djihadisme, la République populaire bénéficiait d'une croissance annuelle à deux chiffres et multipliait par dix son PIB.

Les observateurs attentifs argueront que l'évolution est ancienne. En novembre 2011 déjà, la secrétaire d'État Hillary Clinton affichait la volonté de l'administration américaine d'amorcer un « pivot » de ses priorités vers l'Asie-Pacifique<sup>21</sup>. Quelques mois plus tard, en janvier 2012, une *Defense Strategic Guidance* du Pentagone annonçait clairement que les « forces américaines ne seraient plus dimensionnées pour la conduite d'opérations de stabilisation ou de contre-insurrection de grande

19. A. Ekman, *Rouge vif. L'idéal communiste chinois*, Paris, L'Observatoire, 2020.

20. L. Nardon, « Quelle politique étrangère américaine après 2020 ? », *Politique étrangère*, vol. 85, n° 2, 2020, p. 87-98.

21. H. Clinton, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, novembre 2011.

ampleur<sup>22</sup> ». Si cette volonté d'opérer une bascule d'effort fut contrecarrée entre 2014 et 2017 par la crise syro-irakienne et l'affirmation de l'État islamique, à peine ce dernier était-il vaincu que la dynamique reprenait son cours. Sous l'administration Trump, le tournant était ouvertement assumé dans la *National Defense Strategy*, qui affirmait : « La compétition stratégique entre États, et non le terrorisme, constitue désormais la préoccupation principale de la politique de sécurité nationale<sup>23</sup>. » Comme au lendemain de la guerre du Vietnam, lorsque les généraux américains avaient exigé de « sortir l'armée des rizières pour la ramener sur les champs de bataille d'Europe centrale<sup>24</sup> », le mouvement de balancier est très net depuis quelques années, en faveur des capacités conventionnelles. Ce mouvement est également sensible en France, avec l'insistance sur les enjeux de la préparation des forces à la « haute intensité », qui remet en avant la perspective d'un conflit face à un adversaire symétrique.

Mais les nouveaux défis s'inscrivent aussi dans le champ des menaces non traditionnelles. D'abord parce que la compétition de puissance passe aujourd'hui autant par la « guerre hybride » et les capacités à exploiter les leviers non militaires dans les champs politique, économique, informationnel ou technologique, contournant le plus souvent les catégories classiques du droit international et les clauses de sécurité collective. Et parce que les risques structurels ont montré toute leur importance. Réfléchissant à la crise sanitaire globale provoquée par la pandémie de Covid-19, l'ancien conseiller du président Obama, Ben Rhodes, constatait : « L'ère du 11 Septembre est close<sup>25</sup>. » Face à une épidémie ayant fait plus de quatre millions de morts dans le monde, dont 600 000 aux États-Unis – bien plus que le terrorisme en vingt ans –, nombreux sont les citoyens américains à penser qu'une partie des milliards de dollars dépensés dans les opérations militaires contre le terrorisme aurait été plus utilement investie dans le système sanitaire de leur pays.

## Répondre à des défis nouveaux

Toutes ces perspectives dessinent clairement la volonté des États-Unis et de leurs alliés occidentaux de clore un cycle stratégique ouvert voici vingt ans, et dont il leur tarde de fermer la parenthèse. Mais on ne décrète

22. « Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense », United States Department of Defense, janvier 2012, p. 6.

23. « Summary of the 2018 National Defense Strategy of the United States : Sharpening American Military's Competitive Edge », United States Department of Defense, janvier 2018.

24. W. E. DePuy, *Selected Papers of General William E. DePuy*, Fort Leavenworth, KS, CSI, 1994, p. 194.

25. B. Rhodes, « The 9/11 Era Is Over », *The Atlantic*, 6 avril 2020. Par ailleurs, sur le même thème, voir : I. Goldenberg, « 9/11 Swallowed U.S. Foreign Policy. Don't Let the Coronavirus do the Same Thing », *The Washington Post*, 19 mars 2020.

pas unilatéralement la fin d'une guerre. D'autant moins lorsque ceux qui l'ont commencé – les djihadistes – sont toujours actifs et désireux de porter des coups à l'adversaire. Sous l'effet du contre-terrorisme globalisé, la menace s'est pourtant transformée : si elle demeure extrêmement dynamique dans de nombreuses régions du monde – en Afrique ou en Afghanistan par exemple –, elle est aussi plus morcelée que jamais. Les grandes centrales djihadistes comme Al-Qaïda et l'État islamique ont été privées de leurs chefs charismatiques et d'une partie de leur aura, et si leurs bannières sont encore exploitées par les groupes sur le terrain pour assurer leur visibilité, ceux-ci semblent pour l'heure tous privilégier des agendas locaux.

En Occident même, la menace existe bien mais, contrairement à l'époque du 11 Septembre, elle est principalement d'origine endogène. Tant que les services de police et de renseignement intérieur exercent une pression suffisante, elle ne semble pas pouvoir s'y structurer durablement, d'où son expression à travers des attentats individuels de faible ampleur. On ne doit pas pour autant la minorer : elle entretient une tension politique, et parfois sociale voire communautaire, qui pose à terme des questions fondamentales sur notre cohésion nationale et notre projet de société. Mais force est de constater qu'il s'agit moins d'un enjeu sécuritaire que politique.

\* \* \*

Les États-Unis et moins encore l'Europe, et surtout la France, ne peuvent se permettre de tourner entièrement le dos à la lutte contre le terrorisme. Mais ils peuvent, en revanche, se saisir de l'occasion du vingtième anniversaire du 11 Septembre pour le faire « rentrer dans son lit ». La lutte contre le terrorisme est un marathon plutôt qu'un sprint ; pour la mener à bien, il importe de savoir économiser ses ressources afin de tenir dans la durée. L'ambition politique, pour ce faire, ne doit pas être démesurée. Il ne peut être question de démocratiser par la force des régions entières, ni de reconstruire voire de stabiliser complètement des États, ni même d'éradiquer des groupes ou des idéologies extrémistes.

S'il importe de savoir dimensionner le contre-terrorisme à la protection de ses intérêts de sécurité, le réalisme cynique est pourtant un autre écueil : il ne faut jamais oublier que ce sont les griefs quant aux conditions locales de gouvernance qui sont le plus souvent à l'origine, sinon de l'émergence, du moins du succès des djihadistes. La conscience de cette réalité doit également continuer à guider la stratégie de lutte antiterroriste sur le terrain. C'est sur cette corde raide, entre sous-estimation de la

menace et sur-réaction, que la lutte contre le terrorisme pourra demain trouver son équilibre, à côté, et non plus comme clé de voûte, des autres enjeux de sécurité internationale.



---

### Mots clés

Guerre contre la terreur  
Terrorisme  
États-Unis  
Pays occidentaux